

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 66

DE LYON

Dimanche 6 Mars 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES
A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Publicité Artistique et Commerciale, 32, Rue de la République.
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent
le N°

ADMINISTRATION et REDACTION : 3, Rue Stella (à l'entresol)
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent
le N°

ABONNEMENTS...
Lyon et département limitrophes... 5 fr. 20 fr.
Autres départements... 6 fr. 12 fr.
Étranger (Union Postale)... 9 fr. 18 fr.

MOUVEMENT POLITIQUE

Aujourd'hui dimanche, à 2 heures de l'après-midi, à Annemasse (Haute-Savoie), conférence de M. René Jossier, organisée par le Comité des républicains indépendants.

A 8 heures 1/2 du soir, à Sainte-Foy-Pargnolle (Rhône), conférence de MM. G. Gurnaud et F. Poissel, organisée par le Comité républicain libéral.

FAITS DU JOUR

M. Mornard, avocat de Dreyfus, a prononcé sa plaidoirie. Après détermination, la Cour a déclaré la demande de Dreyfus recevable. Elle ordonne une instruction supplémentaire à laquelle il sera procédé par ses soins.

Le colonel du Paty de Clam a adressé au procureur général Baudouin une lettre où il proteste vivement contre des accusations calomnieuses dont une instruction judiciaire a démontré la fausseté.

M. Loubet a convoqué, dit-on, d'urgence le Conseil supérieur de la marine pour mercredi.

M. Pelletan aurait l'intention de mettre l'amiral Benaïmé en disponibilité, à la suite des révélations du « Figaro ».

Les opérations de la guerre sont stationnaires. Le blocus de Port-Arthur a été levé. Les troupes russes et japonaises continuent à se concentrer au nord de la Corée.

CARNET DU DIMANCHE

Le régisseur vient de frapper les trois coups réglementaires ; le rideau se lève pour le dernier acte. En scène pour l'affaire Dreyfus !

Salle vide ! Four complet ! Seuls, les juges de la Chambre criminelle, rasant les murs, le dos courbé, gagnent les places qui leur sont assignées, tandis que dans la salle, à part les témoins du parti dreyfusiste qui assistent, impuissants, à la chute de la pièce, se sont réfugiés quelques grelotteux, heureux de trouver un brin de chaleur par ce mars hivernal.

Tout passe, tout casse, tout lasse, dit le proverbe, et si nos misérables gouvernants espéraient soulever les passions populaires par l'apothéose impudente du Traître, ils se sont grossièrement trompés ; ils ne réussissent qu'à soulever des épaules : dégoût pour Dreyfus indifférence pour son sort.

Car, en somme, le Français n'est pas gobeux éternellement ; s'il s'est « emballé » pour ou contre Dreyfus avec la fureur que l'on sait, il est revenu à une mentalité plus calme ; il ne s'explique pas l'acharnement que mettent certains hommes à vouloir, à tout prix, blanchir un capitaine juif et millionnaire, tandis qu'ils laissent misérablement crever de pauvres petits soldats condamnés pour des peccadilles. Le Français se dit que si Dreyfus n'était pas juif et millionnaire, on n'aurait pas bouleversé ciel et terre pour le faire revenir de l'île du Diable, et qu'aujourd'hui on le laisserait tranquille s'il n'était pas un symbole, le symbole de l'anti-patriotisme, et un drapeau, le drapeau des ennemis de nos traditions nationales, de nos libertés, de notre force et de notre prestige devant le monde.

Le petit soldat que l'on condamne à mort parce qu'il a jeté un bouton de cuvette à la tête du président du conseil de guerre n'a pas, pour sauver sa vie, l'appui des Labori et des Demange ; on ne fonde pas des journaux pour soutenir sa cause ; un ministre de la guerre ne se livre pas à un véritable chantage auprès d'officiers honnêtes ; la Cour de cassation ne se réunit point pour entendre un rapporteur et un procureur général délayer des arguties dans des colonnes de prose sottise et indigeste. On le collera contre le mur, le petit soldat, et il recevra dans la peau les douze balles du peloton d'exécution, sans que la digestion de M. Jaurès soit troublée, sans que la colère de M. Clémenceau soit excitée et sans que les faméliques de Justice et de Vérité fassent entendre la moindre protestation.

Crève petit soldat ! On réhabilite le capitaine Dreyfus.

La reprise a été ratée. Si l'enthousiasme fait défaut, les raisons invoquées pour casser l'arrêt de deux conseils de guerre sont plus insuffisantes encore. Les prétendus faits nouveaux sont des racontars ; les « faux », dont MM. Boyer et Baudouin font un si grand

étalage, sont des pièces sur lesquelles on s'est expliqué depuis longtemps et qui n'ont eu aucune influence au conseil de guerre de Rennes. Dans le long fatras dont ils ont donné lecture à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, on chercherait vainement un argument sérieux en faveur de la révision ; les magistrats y oublient qu'ils sont magistrats, et dans leur zèle dreyfusiste ils font preuve d'une partialité notoire et vont même jusqu'à l'invective grossière contre les anciens ministres de la guerre Cavaignac et Mercier, contre le commandant Cuignet et l'archiviste Gribelin.

Et ils serment de la Justice solennelle et impartiale ! Et ils disent que c'est nous qui déchaînons les passions populaires, qui troubons la « revanche seraine » du Droit et de la Vérité !

Arguties misérables, diisions-nous, que les prétendus faits nouveaux invoqués pour rouvrir le procès Dreyfus. Voici, à ce propos, comment un journal, parlant ordinairement sans passion, s'exprime sur les « révélations » de MM. Boyer et Baudouin :

« Nous avons jusqu'ici, dit l'Éclair, gardé le silence, nous refusant à discuter des hypothèses, attendant, pour en poser la valeur, les preuves que feraient valoir les artisans de cette nouvelle instance. Nous ne pouvions que nous attendre à un avortement : nous ne les supposons point aussi lamentables. Nous étions convaincus de la complexité de nos gouvernants : nous ne pouvions pas supposer qu'elle s'afficherait avec autant d'effronterie.

« Que le condamné ait fait valoir de vagues et quelconques motifs pour sa défense : c'est son droit ; mais quel gouvernement, par l'organe du ministre de la guerre, ait fait siens tant d'arguments creux et misérables — parfois pires, comme le rapport du contrôleur général Crétin — pour obtenir la cassation d'un arrêt de justice : c'est là le défi porté à l'opinion. »

Encore une fois, c'est l'Éclair, journal sans couleur politique bien définie, qui accueille la prose des Gerville-Réauche et des Lockroy, qui parle ainsi. Je crois qu'il reflète l'opinion de tous les gens sensés.

Laissons donc les dreyfusards à leur besogne. Que Dreyfus soit réhabilité ou non, peu nous importe ; notre conviction est faite, absolue ; elle est basée sur l'arrêt de deux conseils de guerre, sur les témoignages de six anciens ministres de la guerre, sur les dépositions d'officiers dont l'honorabilité vaut celle des Picquart, des Jaurès, des Clémenceau, des Boyer et des Baudouin. Quoi qu'il arrive, il n'y aura pas un dreyfusard de plus en France.

..

Nous estimons, cependant, que l'heure est bien mal choisie pour nous disputer.

Des soucis plus graves que ceux de la paternité du bordereau devraient nous absorber. Le canon gronde en Extrême-Orient et, malgré les assurances optimistes, nous nous prenons à écouter anxieusement pour savoir si le bruit ne se rapproche pas et si la guerre, impitoyable et sans merci, ne va pas nous surprendre au milieu de nos querelles et nous jeter dans les pires catastrophes !

Voilà trois semaines que nos parlementaires se disputent sur le cas de ce bohème de Pelletan que la plus élémentaire prudence patriotique conseille d'éloigner immédiatement du ministère de la marine. Les hommes les plus éminents du Bloc, les Lockroy, les Chaumet et les Etienne, sont unanimes à reconnaître que la gestion de M. Pelletan est détestable, qu'elle compromet notre sécurité nationale ; ils s'en plaignent amèrement dans les commissions, amoncellent doléances sur doléances, pleurent dans les gilets des élus nationalistes, et lorsque ces nationalistes montent à la tribune pour demander qu'on débarrasse la Marine de M. Pelletan, les Etienne, les Lockroy et les Chaumet votent pour M. Pelletan. Comprenez qui pourra.

Pendant ce temps, M. Combes, plus suffisant que jamais, s'installe dans la boutique du Figaro et déclare qu'il ne sortira jamais du ministère, pas même les pieds-devent, comme André, le brave à trois poils. La Congrégation n'est pas encore morte ; le dernier moine n'a pas encore pris le chemin de l'exil ; la dernière liberté n'est pas encore étranglée, et Clémenceau découvre chaque jour de nouveaux complots de la « Faction romaine. » Périssse la Russie, périssse la France, périssse tout, pourvu que la Congrégation soit exterminée !

Voilà l'idéal de M. Combes ; voilà les visées politiques de nos gouvernants.

Mais tout passe, le règne de ces fautoches sera court. Ils ne sont point maîtres des événements ; ils ne dirigent

pas le cours mystérieux des choses. Si la France est endormie, elle n'est pas morte. Voici le printemps avec la poussée de la sève, le renouveau de la nature, les bourgeois qui poussent et éclatent. Nul sommeil n'est éternel, pas plus le sommeil du peuple de France que le sommeil de la terre.

Camille DIJOU.

Notes Politiques

LES VRAIS RESPONSABLES

M. Etienne, cité hier devant la Commission du budget, pour y déposer sur l'état de notre marine, a prononcé les paroles suivantes :

« Le Parlement a eu le grand tort, à mon avis, de ne pas se préoccuper assez des questions extérieures et de ne pas limiter le Parlement anglais, qui donne tous ses soins et toute sa vigilance à la défense des intérêts anglais sur tous les points du globe. »

En vérité, M. Etienne se moque du public.

M. Etienne appartient à l'un des quatre groupes de gauche.

Il est vice-président de la Chambre par la grâce du Bloc.

Il a concouru, pour sa part, à la formation et au maintien d'un ministère qui nous gouverne depuis 21 mois.

Jamais, au cours de cette longue carrière, M. Etienne n'a élevé l'ombre d'une protestation contre le programme du cabinet.

Ce programme était pourtant bien connu de lui et de tous ; il n'y avait, à son sujet, pas d'équivoque possible : c'était un programme de guerre antirépublicaine ; il excluait formellement de l'avenir récent du président du Conseil, toute préoccupation d'ordre économique ou national.

A quel titre et de quel droit M. Etienne vient-il donc se plaindre aujourd'hui ?

Ses tardives doléances, l'opposition les a formulées depuis que le ministère existe.

Elle a constaté et réprouvé cette chose monstrueuse : un gouvernement qui s'obstine à vivre sur un programme exclusif de guerre antirépublicaine.

Maintes fois, elle lui a demandé des comptes. Mais ses critiques n'ont pas eu l'heur de séduire la majorité et ni M. Etienne, ni M. Lockroy, ni M. Chaumet n'ont jugé bon d'y associer les leurs et de conformer leurs votes à leur secret sentiment.

Il faut avoir le courage de le dire, — ces gens-là sont plus coupables que les plus irréductibles blocards. Ceux-ci couvriront jusqu'à la dernière minute les agissements scandaleux du ministère, mais ils pourront, en manière d'excuse, invoquer une certaine bonne foi. Mais les autres ! Mais les Chaumet ! Les Lockroy ! Les Etienne ! Ils voyaient clair depuis longtemps ; ils se targuaient même de leur perspicacité ; ils hochaient mélancoliquement la tête sur le passage de certains ministres ; un instant après, ils les couvraient de leurs votes ; ils se livraient dans la coulisse à des bavardages indifférents, à des manœuvres qu'ils qualifiaient de savantes ; à la première injonction, ils les désavouaient pitoyablement à la tribune et dans la presse, et ils proclamaient avec une énergie persévérante et hautaine, la parfaite docilité des quatre fractions du bloc à la direction ministérielle.

Ces gens-là sont de lamentables pantins.

A aucun prix l'opposition ne peut se commettre derrière eux ; ils ne méritent ni sa confiance, ni son crédit.

C'est eux, les vrais responsables du désordre et du gâchis dont ils se plaignent. — D. GURNAUD.

INFORMATIONS

Paris, 5 mars.

L'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE HUMBERT.
La sous-commission d'enquête sur l'affaire Humbert s'est réunie ce matin au Palais de Justice.

Une discussion assez vive a eu lieu entre MM. Georges Berry et Rouanet. Ce dernier a reproché à son collègue d'avoir inspiré, dans un journal du soir, un article désobligeant pour lui. L'incident clos, la sous-commission a examiné les dépositions relatives aux titres de rentes que certaines personnes déclarent avoir vus chez Mme Humbert.

La sous-commission a décidé qu'elle entendrait sous peu le banquier Léopold See et s'est ajournée à une date indéterminée, subordonnée au retour de son président, M. Delarue, qui, frappé par un deuil récent, est absent de Paris.

M. LOUBET AU CONCOURS AGRICOLE.
M. Loubet a visité ce matin le concours agricole. Il a été reçu par M. Doumergue, commissaire générale ; MM. Molins, Viger, Gomet, sénateurs.

M. Mongeot, souffrant, était représenté. M. Loubet a parcouru successivement toutes les parties du concours, félicitant les exposants. M. Loubet a offert à midi, à l'Élysée, un déjeuner aux membres du jury et aux lauréats.

UNE PLATE-FORME ÉLECTORALE. — Un journal ministériel annonce que, si le rapport Bertaux déposé, le gouvernement exigera la mise à l'ordre du jour du débat sur le service de deux ans.

C'est pas, comme pourrait le laisser supposer l'impressionnement du ministère à faire discuter ce projet de loi, par raison de patriotisme ou même simplement d'intérêt militaire. Avec une ingénuité déconcertante, la feuille amie de M. Combes fait l'aveu qu'il s'agit simplement de donner une plate-forme utile au bloc à la veille des élections municipales qui auront lieu dans deux mois à peine.

Toute la politique de la majorité se réduit à des questions d'intérêt personnel. Il faut d'abord assurer la réélection des blocards, le reste vient ensuite.

La Guerre Russo-Japonaise

LA SITUATION. — LES FORCES EN PRÉSENCE

Où en est la guerre. — L'arrêt des opérations. — Pourquoi cet arrêt. — Les forces en présence au nord de la Corée. — Autour de Port-Arthur : le calme est revenu. — La guerre et l'Indo-Chine française. — Dépêches diverses.



LES FORCES EN PRÉSENCE

La carte que nous publions donne l'emplacement et la force numérique des armées en présence sur le Yalon et dans le Nord de la Corée, il y a une huitaine de jours. Depuis, l'état des belligérents a été légèrement modifié. C'est sur le Yalon, selon toute vraisemblance, qu'aura lieu la première grande bataille sérieuse de la guerre.

La Situation

Tempêtes sur mer à Port-Arthur, Vladivostok enseveli sous les neiges et bloqué par les glaces, rochers défoncés et impraticables en Corée, vingt degrés de froid sur le lac Baïkal : toutes ces raisons suffisent amplement à expliquer l'absence de nouvelles sur les opérations respectives des flottes et des armées de terre du Japon comme de la Russie.

Port-Arthur n'a pas été bombardé et la dépêche anglaise qui avait répandu ce bruit sensationnel était l'œuvre d'un correspondant trop pressé. Il est maintenant certain que depuis le 28 février, aucune tentative n'a été faite par la flotte de l'amiral Togo.

Il ne faudrait pas du reste croire que les Japonais aient dirigé contre Port-Arthur des attaques distinctes, il n'y a eu en réalité qu'une seule action, action qui a duré plusieurs jours et au cours de laquelle ils ont vainement cherché à bloquer le port et à investir la place par terre. Rien n'est plus aisé à démontrer, il suffit pour cela de se reporter aux opérations des 23, 24, 25 et 26 février.

Le 23 au soir la flotte japonaise, composée de treize grands navires, sans compter de nombreux torpilleurs, arrivait devant Port-Arthur et ouvrait le feu, pendant que quatre bateaux chargés de pierres, de pétrole et de dynamite pointaient sur la rade. Les projecteurs électriques des forts russes dévoilèrent cette manœuvre et les Japonais durent couler leurs brûlots.

Dans la journée du 24, les dix-sept navires de l'amiral Togo croisèrent devant Port-Arthur, mais restèrent hors de l'enceinte des canons russes.

Le 25, quelques croiseurs japonais poursuivirent, mais sans succès, des torpilleurs russes qui effectuaient une reconnaissance.

Enfin, le 26, l'escadre japonaise engagée avec les forts de Port-Arthur un duel d'artillerie qui ne donna aucun résultat.

Au cours de ce long combat les Japonais ont éprouvé des pertes qu'ils s'ingénient à cacher, ce sont ces pertes qui expliquent l'inaction actuelle de leur flotte. Il est en effet certain aujourd'hui qu'ils ont perdu plusieurs torpilleurs et que douze navires de guerre sont en réparation dans les différents ports militaires du Japon.

C'est cependant sur Port-Arthur que porteront encore les efforts des Japonais qui voudraient coûte que coûte, et cela, surtout avant les premières opérations de terre, s'assurer un point d'appui en Mandchourie, point d'appui qui leur permettrait de prendre à revers les troupes russes concentrées sur le Yalon.

Il n'y aurait donc rien de surprenant à ce que l'amiral Togo profite d'une accalmie de la tempête qui règne en ce moment sur mer pour débarquer des deux côtés de la pointe de Port-Arthur, dans le but de donner l'assaut de la place par terre, pendant que sa flotte attaquerait la rade.

Mais, quoiqu'il arrive, ces opérations ne changeront rien au résultat final.

Port-Arthur doit être considéré comme impenable, la neige et les glaces mettent Vladivostok à l'abri d'un coup de main, sur le Yalon et en Mandchourie, à Karbuhne et à Moukden, les Russes sont solidement retranchés, leurs contingents arrivent méthodiquement, la mobilisation des réserves a déjà donné en Sibérie plus

de 100.000 hommes et, en dépit des bruits tendancieux de la presse anglaise et de la presse américaine, il n'y a ni hésitation dans les Conseils de l'État-Major, ni disgrâce de personne.

Fusiles seminaux nous séparent encore de la véritable entrée des Russes en campagne. L'action décisive ne commencera donc pas avant la fin du mois. A ce moment, mais certainement un peu tard, les Japonais se rendront compte qu'ils avaient pris leurs désirs pour des réalités.

Pierre TOURRET.

AUTOUR DE PORT-ARTHUR. — DÉPÊCHES RUSSES

Saint-Petersbourg, 5 mars.

Un télégramme officiel du général Plunge, en date du 4 mars, dit qu'à Port-Arthur et à In-Kou, tout est tranquille. Selon des informations de témoins oculaires, on a vu près de Chemulpo, entre des îles, l'arrivée du croiseur japonais à trois cheminées qui a été coulé dernièrement.

Depuis quatre jours, l'escadre russe a cessé d'être bloquée. Ses bâtiments circulent dans la baie sans trouver trace de l'ennemi. Les trains continuent à circuler entre Port-Arthur et Moukden ; le télégraphe fonctionne.

Selon des avis reçus hier, on croit que l'escadre japonaise est rentrée dans ses ports pour faire du charbon.

On dit, à Saint-Petersbourg, que le général Sakharoff a de grandes chances de conserver la direction ministérielle de la guerre d'une façon définitive ; il serait remplacé, comme chef d'état-major, par le général Soukhomlinoff, qui commande actuellement à la place du général Dragomiroff à Kiev.

La Croix-Rouge de Saint-Petersbourg songe à faire aux troupes des envois en nature, dont certains porteront la marque française.

LE TRAITÉ CORÉO-JAPONAIS

Londres, 5 mars.

Une dépêche de Tokio au Standard dit que le mikado a télégraphié hier à l'empereur de Corée pour l'informer que la guerre a été déclarée uniquement dans le but d'assurer la paix permanente en Extrême-Orient et lui exprime sa profonde satisfaction de la conclusion du récent protocole. Il exprime aussi l'espoir que les relations des deux pays deviendront plus étroites.

Une dépêche de Saint-Petersbourg aux journaux dit que le ministre de Corée, interviewé hier après-midi, dément absolument que son gouvernement l'ait rappelé.

LES ÉLECTIONS AU JAPON

Londres, 5 mars.

Une dépêche de Tokio au Standard dit que les résultats des élections générales sont presque entièrement connus. Sont élus 130 constitutionnels, 130 progressistes, 70 indépendants et 83 membres appartenant à d'autres groupes.

La dépêche ajoute que les Russes convalescents de l'hôpital de Chemulpo seront prochainement envoyés à Matsuyama.

La souscription à l'emprunt de guerre continue activement. On croit qu'il sera couvert cinq fois le 10 mars.

AUTOUR DE VLADIVOSTOCK

New-York, 5 mars.

On télégraphie de Tokio, à la date d'hier, que plusieurs navires chargés de charbon, de vivres et d'autres contrebandes de guerre ont franchi récemment le détroit de Tsoungarou et sont parvenus à Vladivostok. On ignore le nombre exact ainsi que le nom de ses navires.

L'escadre russe de Vladivostok est toujours inactive. Bien que les navires soient en parfait état et bien pourvus de charbon, il est évident qu'ils ont l'ordre de rester auprès des batteries de Vladivostok. On assure que l'action de la marine japonaise contre cette escadre n'est qu'une question de temps.

Les troupes russes qui ont été récemment transportées de Vladivostok à Possiet-Bay ont traversé le fleuve Tounmen au sud de Oung-Kouin et de Hoi-Yong.

JOURNALISTES ANGLAIS

Berlin, 5 mars.

Le correspondant à Tokio du *Frankfurter Zeitung* donne, au sujet des faits et gestes des correspondants de guerre de langue anglaise, des détails piquants et pleins d'intérêt.

« Il est vraiment amusant, dit ce correspondant, de constater de quelle façon mes confrères, les Anglais en général, procèdent pour recueillir leurs journaux. Sans trêve et avec acharnement, froids mais entêtés, ces journalistes s'adressent au directeur de leur hôtel pour avoir des nouvelles, vraies ou fausses, pourvu que ce soient des nouvelles.

« Pris, dans l'accomplissement de leur mission, d'un zèle intempestif, ils préfèrent télégraphier à leurs journaux les nouvelles les plus abracadabrantes plutôt que de rien envoyer du tout.

« Témoins l'aventure suivante, dont le héros fut le correspondant d'un journal londonien, et non des moindres :

« Récemment, le directeur de l'Hôtel Impérial voyait surgir, l'air courroucé, le journaliste en question qui lui fit des reproches amers pour ne lui avoir pas communiqué une nouvelle qu'il avait portée à la connaissance de ses confrères.

« Le propriétaire lui fit remarquer qu'en effet il avait donné cette nouvelle cinq minutes après.

« Peu importe ! s'écria le fougueux Anglais, si votre information était vraie ou fausse ! L'essentiel, pour moi, eût été de pouvoir la télégraphier à mon journal, puis ensuite de retélégraphier pour la démentir quelques instants après.

« Imaginez-vous ! Deux télégrammes dans la même journée ! »

A LA CHAMBRE JAPONAISE

Tokio, 5 mars.

La session de la Chambre sera ouverte le 18 mars et ne durera que dix jours. Pendant cette session, des crédits pour la guerre seront demandés aux représentants. Immédiatement après la clôture de la session, le mikado partira pour Kioto.

L'ESCADRE ANGLAISE

Shanghai, 5 mars.

Le *Talbot*, croiseur anglais stationné à Chemulpo, est parti pour Hong-Kong, où il va passer l'inspection du nouveau commandant de l'escadre anglaise.

Ce navire, depuis trois ans dans les mers de Chine, sera sans doute renvoyé en Europe et remplacé par un autre croiseur. Le détachement qui garde la légation japonaise à Séoul a été ravitaillé par le *Humbert*.

NOTRE SITUATION EN INDO-CHINE. — INTERVIEW DE M. DE LANESSAN

Paris, 5 mars.

Interviewé par le *Figaro* sur la situation actuelle de nos possessions d'Indo-Chine et du Tonkin en face de la guerre russo-japonaise, M. de Lanessan, ancien ministre de la marine, a fait les déclarations suivantes :

Nous pouvons être rassurés, car nous avons avec nous le peuple que nous avons conquis.

Les Tonkinois et les Annamites nous ont acceptés et nous accepteront de plus en plus si nous les traitons comme ils le veulent.

En outre, ils désignent les japonais et les recréent fort mal. De plus, nous nous sommes rapprochés très sagement de l'Angleterre ; tâchons de conserver nos bons rapports avec elle. Enfin, nous ne sommes pas les ennemis du Japon ; nous faisons rien pour le devenir.

M. de Lanessan ne croit pas à l'intervention de la Chine. Il fait remarquer qu'il n'y a pas d'alliance entre le Japon et la Corée, mais mal-entendu du Japon sur la Corée.

La France, ajoute-t-il, n'a pas à s'occuper de cela. D'ailleurs, la Russie ne pourrait accepter l'appui de la France dans cette guerre, elle n'est engagée malgré des conventions signées entre elle et nous, conventions qui prévoient en toutes lettres l'indépendance et l'intégrité de la Mandchourie. Nos alliés se voient forcés par la brutale agression du Japon d'oublier ces conventions. Ils installent leurs armées en Mandchourie et ils y demeureront, si le sort des armes leur est favorable.

Notre devoir est de nous tenir tranquilles en attendant que nous ayons les moyens compatibles avec les lois de la neutralité. D'ailleurs, notre intervention, au lieu d'aider la Russie, rendrait sa lutte plus dangereuse. Ce ne serait plus en Extrême-Orient seulement que la guerre ferait ses ravages, mais dans toute l'Europe et nous aurions à nous défendre contre l'Angleterre.

En supposant, cependant, que les Japonais essayent de mettre la main sur la Cochinchine et le Tonkin, nous avons les troupes suffisantes pour défendre nos trois grands ports, mais à la condition d'avoir un chemin de fer allant à Saigon. C'est par sa construction qu'il faudrait commencer.

Il faudrait enfin avoir les bases de forces de croiseurs cuirassés pour soutenir la défense des côtes.

LE JAPON ET LA FRANCE

Paris, 5 mars.

Interviewé à Londres par le correspondant du *Matin*, le vicomte Hayashi a fait observer que le baron Soumayatou, qui avait prononcé récemment à New-York des paroles presque menaçantes pour la France, n'est pas, comme on l'a dit, un ancien ministre des affaires étrangères. Il a détenu seulement pendant peu de temps le portefeuille des communications et il n'est plus en aucune façon fonctionnaire.

« Son opinion », a ajouté le ministre du

Japon, a donc un caractère absolument privé. L'empereur, le gouvernement du Japon, ainsi que tous les Japonais cultivés, savent parfaitement que l'attitude de la France a été absolument correcte, quoiqu'elle ait témoigné de son allié des sympathies que personne au Japon ne lui reproche. Le Japon désire très sincèrement rester en relations amicales avec la France. Il n'a jamais songé, quoi qu'on en ait dit, à attaquer l'Indo-Chine.

L'AFFAIRE DREYFUS

devant la Cour de Cassation

(Troisième journée)

La plaidoirie de M. Morhard. — Un incident créé par M. Labori. — Les conclusions de la Cour. — L'enquête est décidée.

Paris, 5 mars.

Le public debout paraît moins pressé comme s'il considérait les débats presque épuisés par les conclusions du rapporteur et le réquisitoire du ministère public.

PLAIDOIRIE DE M. MORHARD

Après le rejet du pourvoi d'un condamné à mort dans la Haute-Saône, le président donne la parole à M. Morhard pour soutenir le pourvoi de M. Dreyfus. Le défenseur rend hommage au rapporteur et au ministère public, qui ont, dit-il, mis suffisamment en lumière les agissements de certains officiers de l'état-major dans cette douloureuse affaire. Il plaidera brièvement et entrera immédiatement dans le vif des débats.

M. Morhard prétend que les aveux prêtés à M. Dreyfus n'existent pas et que ceux d'Estherazy démontrent que le bordereau n'est pas de Dreyfus.

M. Morhard estime que la demande en révision est recevable. Et maintenant, dit-il, que la recevabilité de la demande ne saurait faire de doute pour personne, et que la question des aveux, celle du bordereau et de la pièce : « cette canaille de D... » ont été complètement élucidées devant la Cour, il va s'attacher à examiner comment, en fait, l'accusation contre Dreyfus a pu être soumise aux juges de Rennes et quelles nouvelles charges ont pu être produites.

Il retrace alors l'historique des phases diverses par lesquelles passa l'affaire, depuis la première demande en révision, qui aboutit à l'arrêt de renvoi devant un second conseil de guerre.

C'est volontairement, dit-il, qu'on omit de prononcer le nom d'Estherazy quand on fit allusion aux déclarations diplomatiques favorables à Dreyfus. C'est ainsi que plus tard l'accusation a pu monter Estherazy, véritable auteur du bordereau. Il avait avoué lui-même, comme n'étant qu'un instrument nécessaire, irresponsable du traité Dreyfus, et qu'on obtint contre celui-ci une seconde condamnation.

Il proteste ensuite contre le système d'accumulation de petites calomnies amassées sur la tête de cet homme, de manière à troubler la conscience des juges et qui, dit-il, est véritablement indigne d'une accusation sérieuse.

M. Morhard parle au nom de la justice loyale et droite de son client dont la puissante énergie n'a pu être abattue par ses tortionnaires.

Je sais, dit-il, ce qu'il souffre cet homme, car j'ai souffert et souffre avec lui encore de ses souffrances. Cet homme dont on a dit qu'il avait les courbes d'un diable, le diable du Diable, des lettres dont la lecture moutonnerait les yeux, et M. Labori peut témoigner de la pathétique de certaine scène de larmes qui se produisit un jour dans un des couloirs du conseil de guerre de Rennes.

On voit à ce moment les bras de M. Labori s'agiter dans les larges manches de sa robe et, couvrant sa tête de sa toque, l'ancien défenseur de Dreyfus, se lever et quitter soudainement la salle d'audience.

M. Morhard dit qu'il est constant aujourd'hui que l'organisation des chemins de fer fut livrée six mois après l'arrestation de Dreyfus; puis, avant de parler du faux témoignage Czernuski, il dit aussi que plusieurs pièces et le fait Val Carlos sont autant de faux forgés non seulement pour innocenter Estherazy, mais aussi pour sauver celui à même qui les avaient fabriqués, afin d'échapper aux responsabilités.

M. Morhard proteste encore contre l'accusation qui, en présence des déclarations diplomatiques nettes et formelles qui excluaient la participation de Dreyfus à la livraison des notes effectuées par Estherazy, présente ces déclarations diplomatiques comme des démentis officiels imposés par les relations internationales, mais en discordance avec le langage officiel des agents A et B, et M. Morhard ajoute :

En même temps que pareille articulation était lancée devant le conseil de guerre de Rennes, MM. Goussé et Guignat dissimulant dans les archives du ministère de la guerre un procès verbal du 6 novembre 1897, contenu dans une chemise avec le langage officiel des agents A et B reçues par le commandant Pontenillat et attestant l'innocence de Dreyfus.

L'audience est suspendue à 2 heures.

UN INCIDENT

Pendant une suspension d'audience, M. Labori très entouré dans les couloirs s'expliquait dans ces termes sur sa brusque

sortie au moment où M. Morhard faisait appel à son témoignage :

« J'ai écouté religieusement tout ce qui s'est dit à l'audience, y compris l'éloge dithyrambique de Dreyfus, mais lorsque M. Morhard a cru devoir faire appel à mon témoignage je me suis retiré en voulant m'efforcer de me tenir par ma présence ce qui venait d'être dit par M. Labori : « Vous avez cependant fait des gestes de dénégation. »

« N'insistez pas, se borna-t-il à répondre. »

Cet incident très remarqué des personnes qui suivent les débats de l'affaire est diversement commenté.

SUITE DE LA PLAIDOIRIE

A la reprise de l'audience, M. Morhard, sans revenir sur les agissements dolosifs pratiqués par le service des renseignements pour fausser l'instruction Esterhazy, agissements en partie révélés déjà devant la Cour de cassation en 1899 et dont les auteurs, dit-il, n'ont jamais pu même tenter de fournir une explication quelconque, fait remarquer que l'officier instructeur chargé de l'affaire Esterhazy, le général de Pellieux, a proclamé dans une lettre du 31 octobre 1898, longtemps dissimulée et révélée à la Chambre des députés, à la séance du 6 avril 1903, que ses chefs l'avaient fait travailler sur des faux. Il se demande quel effet aurait produit une pareille révélation sur les juges du conseil de guerre de Rennes.

M. Morhard poursuit :

Nous avons aujourd'hui la preuve qu'Estherazy avait le pouvoir de contraindre des officiers et même des officiers généraux à commettre des faux. Pensez-vous, Messieurs, qu'un homme qui avait un tel pouvoir ne pouvait pas davantage obtenir d'autres officiers certains renseignements officiels ?

A vous de répondre sur ce point. N'est-il pas établi au surplus que des documents secrets ont, en fait, disparu du ministère de la guerre alors que Dreyfus était à l'île du Diable ? Un exemple significatif en a été donné à Rennes par le colonel et confirmé par le général de Boissière. Le général de Boissière, en outre déclaré après le procès et la condamnation de Dreyfus, ces faits avaient à peu près complètement cessé pendant un an, ce qui cadre bien avec les instructions données par le télégramme du 31 décembre 1904, d'un état-major étranger à son agent de Paris, lui recommandant « étant donné le moment actuel » d'interrompre ses relations avec son informateur.

M. Morhard conclut :

Une enquête s'impose; elle est nécessaire à tous les égards; elle est nécessaire dans l'intérêt de l'honneur de l'armée qu'il importe d'écarter de tout doute; elle est nécessaire à l'égard de ceux qui ont été les délégués individuels, elles ne sauraient à aucun prix atteindre son honneur. Mais il paraît si on persistait à vouloir identifier avec quelques individus la responsabilité de l'affaire, une instruction s'impose; en projetant la lumière définitive, elle permettra de reconnaître les erreurs commises et de tendre loyalement la main à son adversaire de la veille.

Il se termine par une page glorieuse dans les annales judiciaires.

M. Morhard demande à la Cour de cassation de déclarer la demande de révision recevable et de dire qu'il sera procédé par elle à une instruction supplémentaire.

Je vous le demande au nom des intérêts sacrés du martyr que je défends depuis 6 ans, au nom de l'armée nationale et au nom de la justice elle-même.

A 3 heures, la Cour se retire pour délibérer.

L'ARRÊT DE LA COUR

Voici le texte de l'arrêt rendu par la Cour de cassation, chambre criminelle :

La Cour, vu la lettre du garde des sceaux, en date du 25 décembre 1903, vu le réquisitoire du procureur général près la Cour de cassation, tendant à la Cour la condamnation prononcée par le conseil de guerre de Rennes, 9 septembre 1899, contre Alfred Dreyfus.

Vu les pièces du dossier, vu également les articles 443 à 446 du code d'instruction criminelle sur la recevabilité en la forme de demande en révision.

Attendu que la Cour, saisie par son procureur général, en vertu d'un ordre exprès du ministère de la Justice, agissant après avoir pris l'avis de la Commission instituée par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

Qu'elle a demandé l'avis de la Commission instituée par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

Qu'elle a demandé l'avis de la Commission instituée par l'article 444 du code d'instruction criminelle.

Sur l'état de la procédure; attendu que les pièces produites ne mettent pas la Cour en mesure de statuer au fond, et qu'il y a lieu de procéder à une instruction supplémentaire.

Par ces motifs; Déclare la demande recevable en la forme, dit qu'il sera procédé par elle à une instruction supplémentaire.

Après la lecture de l'arrêt, le public quitte lentement la Cour de cassation. Beaucoup de personnes s'arrêtent et stationnent dans la galerie Saint-Louis, ce qui rend la sortie assez difficile et la prolonge.

Longue attente de M. Labori, l'un des derniers de la Cour de cassation, et une compagnie d'une vingtaine d'amis qui lui font escorte, elle se retire par le boulevard du Palais où elle monte en voiture.

On ne signale aucun incident.

AUTOUR DE L'AFFAIRE

UNE LETTRE DU COLONEL DU PATY DE CLAM

Paris, 5 mars.

Le Figaro dit que, dès qu'il a connu les passages du réquisitoire du procureur général Baudouin le mettant en cause, le

lieutenant-colonel du Paty de Clam a fait parvenir à ce magistrat la lettre suivante :

Versailles, 4 mars.

Monsieur le procureur général, Le réquisitoire prononcé par vous aujourd'hui au sujet de l'affaire Dreyfus réside en les aggravant des accusations calomnieuses portées contre moi et qui ont fait l'objet, en 1899, d'une instruction judiciaire longue et minutieuse.

Cette instruction a établi l'innocence des accusés dont il s'agit et a été close par un arrêt passé en force de chose jugée. Les hauts fonctionnaires dont vous êtes investi vous imposaient le devoir de respecter cet arrêt et de ne pas accéder avec légèreté des commémorations méprisables.

Vous ne savez de l'affaire Dreyfus que ce qu'on vous a laissé voir et vous ne pouvez pas juger avec équité ceux qui, dans cette affaire, ont sacrifié silencieusement leur carrière en leur temps pour éviter au pays les pires calamités.

Agitez, etc.

Le colonel DU PATY DE CLAM.

LES RÉVÉLATIONS DU « FIGARO »

La colère de M. Pelletan. — D'où viennent les documents. — L'amiral Bienaimé frappé.

Paris, 5 mars.

Le Figaro apprend que l'amiral Bienaimé a reçu hier soir l'ordre d'ouvrir immédiatement une enquête sur la communication à la presse des documents parus dans le Figaro. Notre confrère fait à ce sujet la déclaration suivante :

« Nous engageons respectueusement l'amiral Bienaimé, dit le Figaro, à ne pas perdre son temps en inutiles recherches. Les documents sont venus au Figaro par la voie ordinaire, par celle qu'avait suivie il y a quelques années pour arriver au journal le Temps le rapport de M. l'ingénieur Rousseau sur l'état des travaux du canal de Panama. »

Suivant le Gaulois, M. Pelletan aurait décidé de frapper trois amiraux, qui ne sont d'ailleurs pour rien dans les divulgations dont se plaint le ministre.

D'autre part, le Radical dit que l'enquête prescrite par M. Pelletan au sujet des documents publiés par le Figaro est terminée. L'auteur de la divulgation de cette correspondance officielle ne serait autre que l'amiral Bienaimé, qui, affirme le Radical, va être mis en disponibilité par retrait d'emploi.

Le Matin, qui avait de son côté que l'amiral Bienaimé sera rendu responsable de la divulgation des documents publiés par le Figaro et qu'il va être relevé de ses fonctions de commandant en chef et de chef de l'École de la marine.

Le Figaro tient d'un ami de M. Messimy, rapporteur de la marine, qu'il est inexact qu'un groupe de la Chambre ait officiellement chargé M. Messimy de faire une démarche auprès de M. Pelletan. Mais il est exact que M. Messimy, ainsi que plusieurs députés de la gauche, ont demandé à l'Assemblée nationale, ce dernier de se séparer de son chef de cabinet, l'illustre Tissier.

Le Temps, au sujet de cette enquête :

Les minutes de ces pièces sont certainement à l'œuvre, mais les copies en ont été envoyées au ministère et l'on sait avec quelle facilité se perdent et disparaissent les documents parvenus au ministère. Nous ne pouvons que regretter que les exemples de ce genre ne soient pas plus nombreux.

CONVOCAION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MARINE

La Liberté dit qu'elle croit savoir que M. Loubet ayant prévenu M. Pelletan de convoquer le conseil supérieur de la marine, cette séance aura lieu mercredi matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

UNE INTERVIEW

La Liberté a interviewé un des membres de la majorité de la commission du budget qui est cependant, dit-elle, un ami politique et personnel de M. Pelletan. Il ne cache pas qu'il s'impressionne, par les déclarations de MM. Chaumet, Etienne et Lockroy fut considérable et des plus fâcheuses.

« En présence de la netteté de ces accusations, ajoute-t-il, la commission devra examiner la question de savoir si elle se contentera, quand elle entendra le ministre de la marine, des simples affirmations de celui-ci et de quelques pièces, qu'il voudra bien lui soumettre à l'appui, ou si elle exigera la production de documents complets émanant des services du ministère et non du cabinet de M. Pelletan. »

L'AVENIR DU CABINET

Paris, 5 mars.

M. Vallé accompagnant M. Combes à Lyon, le 10 avril. Il s'agit maintenant, pour les radicaux et les socialistes de l'Aisne, de chasser M. Doumer, pour son indiscipline. Alors, ils organisent un grand banquet, qu'ils annoncent en ces termes :

« Ce banquet réunira, autour du gouverneur, toutes les nuances de notre parti départemental correspondant à la majorité parlementaire : républicains, ra-

dicaux, radicaux-socialistes et socialistes. Il sera une œuvre d'union, la fête du Bloc. »

M. Combes, nous dit-on, prononcera, ce jour-là, un grand discours-programme.

Et, d'ici là, faisant ainsi qu'il l'a promis, M. Doumer déploiera la plus grande activité pour jeter bas le cabinet, et aller lui-même à Lyon — comme ministre.

M. Etienne est l'arbitre vrai de la situation. S'il accepte de seconder les vues antiministérielles de M. Doumer, c'en est fait de M. Combes et de ses collaborateurs. Mais M. Etienne « marche-t-il » ? Tout est là...

AU PORT DE TOULON

Toulon, 5 mars.

UN ACCIDENT

Un accident, autour duquel le silence a été fait, s'est produit à l'Arsenal :

Le Descaudier et le Galilée, amarrés dans le bassin de Castiglione pour subir des réparations, durent exécuter un manœuvre, le mauvais temps régnant, le Descaudier fut poussé violemment sur le Galilée, et ce dernier subit de graves avaries.

Le Galilée, qui devait aller en rade aujourd'hui, sera donc indisponible quelque temps encore.

UN VOL

La police a découvert un trafic de métaux appartenant à l'Arsenal maritime. Les vols étaient commis par des pêcheurs qui avaient comme complice un receleur fripier, établi dans la ville. Six arrestations ont été opérées et on a saisi une certaine quantité de cuivre et d'outils.

DÉPARTS

La Foudre a embarqué aujourd'hui son stock de charbon; ses préparatifs vont être incessamment terminés.

Enfin, le Yunnan est attendu demain pour l'embarquement des troupes coloniales et de matériel pour l'extrême-Orient.

Vol de Fils Téléphoniques

Chartres, 5 mars.

La nuit dernière, un vol de fils téléphoniques a été commis entre Chartres et Versailles. Les malfaiteurs ont coupé sur une assez longue distance les fils de huit circuits téléphoniques et les ont emportés, sans doute, pour les vendre.

C'est la seconde fois qu'un vol semblable a été commis aux environs de Saint-Cyr sur la ligne de l'Ouest. Une équipe d'ouvriers est partie ce matin de Chartres pour réparer les lacunes. De ce fait la plupart des villes de l'ouest vont être privées de communications téléphoniques pendant une partie de la journée.

Tirages Financiers

OBLIGATIONS FONCIÈRES 1879

Paris, 5 mars.

Le numéro 958.140 gagne 100.000 fr. Le numéro 238.456 gagne 100.000 fr. Le numéro 63.804 gagne 25.000 fr.

Les numéros 439.521, 1.659.329 gagnent chacun 40.000 fr.

Les numéros 257.553, 751.871, 220.868, 833.756, 703.941 gagnent chacun 5.000 fr.

Les 90 numéros suivants gagnent chacun 1.000 fr.

462700	463270	463805	471178	439958
751339	493741	448802	639435	381002
543578	514104	857036	628594	294554
709770	431400	437869	292112	243625
4533009	4705900	727660	513329	443066
693614	413872	427357	478185	424152
743181	389763	934337	434082	687187
446449	409449	804568	9150	443997
446951	56460	476556	72327	48289
73455	410270	52343	23976	91848
95059	451104	927114	50415	123632
192837	428182	27401	432983	429282
733333	427643	442292	442971	93755
408307	424637	415875	413138	473683
91953	452874	353374	402125	40808
224606	63415	471063	402125	436219
463303	224929	430104	638405	54011
4351192	847347	4530373	728975	451723

Petites Nouvelles

Paris, 5 mars.

Les mauvais temps en Algérie. — On mande d'Alger :

Depuis deux jours les pluies sont abondantes en Algérie. Des torrents courent les voies ferrées. Bâilés, plusieurs milliers d'hectares de récoltes sont noyées et perdus. La région Djemmal envahissant les vignes à Lareoulid a causé d'importants dégâts. Des inondations sont signalées dans toute la région causant des accidents divers.

Condamnation d'un agent de change. — La Cour d'assises de la Seine a condamné aujourd'hui à 5 ans de prison et 400 fr. d'amende M. André-Antoine Valentin Dubanel, agent de change à Rouen, pour abus de confiance, faux et détournements, s'élevant à la somme de 4.500.000 francs. Son caissier, Jules Armand Lebrun, inculpé dans la même affaire, a été acquitté.

Fermeture d'une chapelle. — Les scellés ont été apposés aux portes de la chapelle espagnole, rue Marengo à Marseille. Les commerçants, négociants espagnols propriétaires de la chapelle, ont demandé la fermeture de la chapelle, pour abus de confiance, faux et détournements, s'élevant à la somme de 4.500.000 francs. Son caissier, Jules Armand Lebrun, inculpé dans la même affaire, a été acquitté.

« Ce banquet réunira, autour du gouverneur, toutes les nuances de notre parti départemental correspondant à la majorité parlementaire : républicains, ra-

— Mon Dieu, mon cher duc, dit-il d'un ton solennel, je suis fâché que vous n'appreniez ce soir, et dans un endroit si peu fait pour une semblable cérémonie, le fait auquel M. Moulinet vient de faire allusion. Cependant, comme vous sauriez certainement demain à quoi vous en tenir, il n'y a pas d'inconvénient à vous éclairer sur-le-champ. Eh bien ! quand vous êtes entré, j'apprenais à ces messieurs qu'étant allé pour affaires en Angleterre, j'ai appris, avant que que ce soit, que le procès engagé de son vivant par le marquis de Beaulieu, et poursuivi par ses ayants-droit, venait d'être perdu sans appel possible. »

A cette révélation si inattendue, le duc pâlit. La perte de ce procès, sur lequel madame de Beaulieu fondait de si grandes espérances, était la ruine pour Claire. Gaston fit un effort, et, dominant son trouble :

— Permettez-moi, mon cher matre, dit-il avec hauteur, de m'étonner de la facilité avec laquelle vous faisissez à ces messieurs des communications relatives à la famille de Beaulieu. Je ne pensais pas que les affaires des miens fussent de nature à servir de texte aux rancœurs des indifférents et aux cancans des découragés. Je vous serais très obligé si, à l'avenir, vous vouliez bien montrer moins d'abandon. »

Le jeune notaire blâma à ces mots, la bouffissure de son visage se coupa de petites rides, produites par l'agitation de ses nerfs. Il secoua la tête en respirant bruyamment, et, prenant un air froissé :

— Mais, mon cher duc, à-t-il, croyez bien, je crois ce qu'il faut, interrompit sèchement Bligny.

Et, taisant son interlocuteur, se leva, et s'éloigna lentement, suivi de ses amis silencieux.

Moulinet et Escande, restés en présence, se regardèrent un instant sans parler, puis l'industriel, grimacant un sourire :

— Rude sang, ces Bligny ! Vous avez été vivement ramené, hein ! mon cher matre ? Et j'ai en ma part des écla-boussures, n'est-ce pas ?

— A plates coutures, dit le notaire avec dédain, et il fit le grand seigneur, il trancha, il donna des leçons.

— Parfaitement ! Voyez-vous, mon cher, les révolutions auront beau faire, nous ne serons jamais les égaux de ces gens-là. Et ce duc sera un mari bien avantageux pour une fille riche.

Les trois coups frappés à intervalles espacés sur la scène, avec une lenteur solennelle, interrompirent la conversation. Escande et Moulinet s'assirent. Le duc était allé se placer un peu plus loin. L'orchestre attaqua l'ouverture. Une valse brillante, d'un rythme caressant, déroula sa mélodie légère. Le duc, attentif, en apparence, réfléchissait profondément.

Cette ruine de Claire était son coup. Il foude qui avait enlaidi son coup. Il était fâché à l'avenir, pas un instant, il faut le dire à sa louange. Gaston ne songea à ne point tenir ses engagements.

LA VIE LYONNAISE

L'INDUSTRIE TEXTILE

La Commission Parlementaire à Tarare

La Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les causes de la crise de l'industrie textile est arrivée hier à Tarare, venant de Roanne.

Étaient présents : MM. Dron, président; Krauss, Mare Réville, Morel, Congy, Mirman, Lachaud, Cazauviell, Bonnavay, Loret, Deloncle, accompagnés de M. Baugé, secrétaire sténographe de la Chambre des députés.

Les membres de la Commission ont été reçus à la gare par M. Thomassin, maire de Tarare; M. Delbarpe, adjoint; MM. Martin, président de la Chambre de commerce; les membres de cette Chambre; Racine, président de la Chambre syndicale patronale, etc.

A L'HOTEL DE VILLE

A dix heures, la Commission se rend à l'Hôtel de Ville pour entendre les dépositions des intéressés.

M. Racine, président de la Chambre syndicale patronale, présente un long rapport contenant les réponses des patrons au questionnaire de la Commission.

M. Perrin, délégué des syndicats ouvriers lisseurs et brodeurs adhérents à la Bourse du travail, soutient les revendications ouvrières.

Les syndicats ouvriers, à Tarare, comme dans la majorité des villes visitées par la Commission, se déclarent absolument partisans du droit de 7 fr. 50 et du maintien de la convention Franco-Suisse.

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE

La Chambre de commerce adresse à la Commission un intéressant rapport sur la situation actuelle de l'industrie à Tarare.

Il résulte de ce travail que la spéculation a porté un coup terrible à l'industrie et au commerce de Tarare.

La loi sur les congrégations et l'interdiction des processions ont également nué énormément à la fabrication de la mousseline.

En ce qui concerne la journée de dix heures, il y aurait urgence que cette loi fut appliquée partout en Europe, de façon à ce que la France put rester sur un pied d'égalité avec les autres nations.

La Commission parlementaire a entendu ensuite les conseils prud'hommes ouvriers qui ont fait d'intéressantes observations au point

